

4 Économie

Appui budgétaire du FMI
Un programme réussiMaxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Boileau Loko, a séjourné à Libreville du 27 septembre au 9 octobre 2019 pour mener les entretiens concernant les consultations au titre de l'article IV, et les quatrième et cinquième revues de l'accord élargi en faveur du Gabon au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC), approuvé en juin 2017. À l'issue de cette mission, les services du FMI ont indiqué que des progrès significatifs ont été réalisés dans les discussions avec les autorités sur les politiques économiques et financières pouvant permettre la conclusion des quatrième et cinquième revues du programme.

LE programme triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) pour relancer l'économie nationale a atteint une grande partie de ses objectifs. En mission d'évaluation du 27 septembre au 9 octobre 2019, les services du FMI ont salué les efforts des autorités gabonaises



La mission du FMI a apprécié les performances du Gabon.

dans le cadre de la mise en œuvre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC). La plupart des cibles fixées pour fin juin 2019 ont été atteintes et la majorité des repères structurels ont été mis en œuvre, bien qu'avec certains retards, ont-ils noté.

La mission a encouragé les autorités à rapidement finaliser l'audit de la dette interne et à soumettre,

dès que possible, au parlement, la loi sur l'harmonisation du statut des entreprises publiques. La mission a aussi échangé avec le gouvernement sur le budget 2020 qui, conformément aux objectifs des autorités, vise à accroître davantage les recettes non pétrolières, à maîtriser les dépenses non prioritaires et à améliorer la composition des dépenses pu-

bliques, afin de créer de l'espace pour les dépenses sociales et celles d'investissement.

" Les autorités gabonaises et l'équipe du FMI ont réalisé des avancées significatives dans les discussions en matière des politiques et des réformes nécessaires pour parvenir à la conclusion des quatrième et cinquième revues de l'accord élargi en faveur du Gabon

au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC). Les discussions seront finalisées à Washington D.C. en marge des prochaines réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale", a indiqué Boileau Loko.

Les services du FMI et les autorités gabonaises ont convenu de l'urgence d'améliorer la qualité des dépenses publiques. La

poursuite des efforts de rationalisation des dépenses courantes, notamment les transferts au profit des agences et établissements publics, couplée à la restructuration de certaines entreprises publiques structurellement déficitaires, notamment dans le secteur pétrolier, pourraient générer des marges de manœuvre nécessaires pour le financement des dépenses sociales et d'investissement, ont-ils souligné.

Il est aussi important, a insisté le Fonds, de rénover le cadre de gestion des investissements publics, d'en renforcer le pilotage et de réviser le cadre juridique des marchés publics, notamment pour renforcer l'indépendance de l'Agence de régulation des marchés publics.

" Les dépenses sociales doivent bénéficier d'efforts accrus des autorités pour atteindre les niveaux d'exécution adéquats, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Il s'agit également de rendre ces dépenses plus efficaces, afin d'assurer un véritable impact sur les populations les plus vulnérables ", a insisté le Chef de mission.

Petit angle

L'économie gabonaise à la relance

MSM
Libreville/Gabon

AU bord du précipice il y a trois ans, le Gabon sort progressivement la tête de l'eau. D'après la mission du FMI, l'activité économique nationale a redémarré, avec un taux de croissance qui devrait atteindre 3,4 % cette année, contre 0,8 % en 2018, notamment en raison d'une bonne performance dans les secteurs pétrolier, minier et du bois.

L'inflation est restée sous contrôle, à 1 % (en glissement annuel) en juillet 2019. L'amélioration du niveau des recettes internes et la meilleure maîtrise des dépenses de fonctionnement ont permis de réduire sensiblement le déficit budgétaire non pétrolier de 11 % du PIB hors pétrole en 2016, à 7,6



Le secteur BTP est à la reprise.

% en 2018. Sur la même période, le compte courant extérieur s'est amélioré et la dette publique a diminué de presque 3,5 % du

PIB. " Les perspectives économiques restent favorables avec une croissance qui devrait augmenter graduel-

lement pour atteindre 4 % dans le moyen terme ", a indiqué le Chef de mission, Boileau Loko.

Risques* Cependant,

parmi les risques entourant les perspectives macroéconomiques, notent les services du FMI, figurent un ralentissement dans la mise en œuvre de la consolidation budgétaire au Gabon ou dans les autres pays membres de la Cemac, et un ralentissement de la croissance mondiale.

Mais, il existe aussi des risques à la hausse, notamment liés au fort volume d'investissement direct étranger dans le secteur pétrolier et non pétrolier. " La priorité reste de générer une croissance hors pétrole plus forte, soutenable et plus inclusive. Ceci requiert des mesures macroéconomiques ambitieuses et des réformes structurelles profondes. Les efforts devraient s'intensifier pour améliorer la gouvernance économique, accroître la mobilisation des recettes

internes, améliorer la gestion et l'efficacité des finances publiques et assurer un environnement des affaires plus attractif ", a souligné Boileau Loko.

Selon le chef de la délégation, les efforts récents ont permis une légère hausse des recettes non pétrolières au cours des deux dernières années. " Les autorités sont déterminées à poursuivre ces efforts et ont convenu avec les services du FMI, qu'une rationalisation des dépenses fiscales était primordiale. La mission encourage aussi les autorités à poursuivre le renforcement des administrations des Impôts et des Douanes, en les dotant des moyens nécessaires pour remplir leurs missions et en modernisant leurs systèmes d'information ", a-t-il poursuivi.

Quid du règlement de la dette ?

MSM
Libreville/Gabon

ÉVALUÉE à 5 120 milliards de francs au 1er semestre 2019, la dette publique du Gabon, bien qu'importante, est gérable grâce aux respects des en-

gagements de l'État vis-à-vis de ses créanciers. En effet, la mission du FMI a noté avec satisfaction, le paiement total des arriérés extérieurs et les mesures prises pour éviter toute accumulation de nouveaux arriérés extérieurs. Elle a encouragé les autori-

tés à en faire de même avec les arriérés intérieurs. Ce qui contribuera à la relance de l'investissement privé, a-t-elle estimé.

" Prévenir l'accumulation de nouveaux arriérés requiert, notamment, de mettre en place des mécanismes efficaces pour

optimiser la gestion de la trésorerie de l'État et parvenir à une stricte application des règles et procédures d'exécution du budget. Il faut également poursuivre les efforts de déploiement et de modernisation des systèmes d'information budgétaires et

comptables et d'étendre leur utilisation à tous les organismes autonomes et unités extrabudgétaires. Enfin, il a été convenu que la poursuite des efforts en cours visant à améliorer le climat des affaires est indispensable pour générer une croissance soutenable et

plus forte. Il s'agit de faciliter davantage la création et le développement des entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises. Il sera aussi important de développer une stratégie d'inclusion financière nationale ", a suggéré le chef de mission du FMI.